

**Revue de presse journalistique et web spéciale
Conséquences locales des événements nucléaires au Japon
Du 14 au 16 mars 2011**

Sommaire

France 3 14/03/2011 p 1
 Le Journal de Saône et Loire 15/03/2011 p 2
 Bien Public 16/03/2011 p 2
 Le Journal de Saône et Loire 16/03/2011 p 3
 Extraits Dijonscope 16/03/2011 p 3

France 3 14/03/2011

Bourgogne : inquiétude autour du nucléaire

<http://bourgogne.france3.fr/info/bourgogne--inquiétude-autour-du-nucleaire--67798484.html>

Le débat sur la filière nucléaire est relancé dans la région, après le grave accident qui frappe le Japon.

Le Japon tente d'éviter un accident nucléaire majeur. De nouvelles explosions ont eu lieu dans la centrale de Fukushima, qui a été endommagée suite à un puissant séisme, suivi d'un tsunami dévastateur. En Bourgogne, où le secteur du nucléaire occupe une place importante, cette situation suscite des interrogations.



La Bourgogne abrite un site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à Valduc, à 45 km, au nord-ouest de Dijon. La région est aussi le berceau du PNB (Pole nucléaire de Bourgogne), qui rassemble de nombreux établissements de recherche ainsi que plusieurs grandes entreprises comme AREVA. Ce secteur, stratégique pour l'économie, représente plusieurs centaines d'emplois en Bourgogne.

Mais, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer la chape de plomb qui pèse sur l'information autour de la catastrophe japonaise. C'est le cas notamment de Cap 21, le parti de Corinne Lepage. "Malgré le discours rassurant du gouvernement et des autorités, comme à l'accoutumée pour chaque accident nucléaire, la question de la sécurité doit être rapidement mise à l'examen au travers d'un débat national réunissant l'Etat, les autorités de sûreté nucléaire, les associations écologistes, collectivités, représentants de la société civile...", déclare Jean Rapenne, le délégué régional CAP21 pour la Bourgogne.

"L'industrie nucléaire est une industrie qui coûte très cher à la collectivité, parce que nous payons la recherche que le secteur n'assume pas, parce que nous payons pour le démantèlement, pour les déchets, parce que nous avons payé toutes les infrastructures et que ce sont les actionnaires privés qui vont en bénéficier et qu'en plus nous sommes extrêmement dépendants sur le plan de l'uranium comme on l'a vu avec ce qui s'est passé au Mali et au Niger. Et pendant ce temps-là, on tue les énergies renouvelables. Ayons un débat honnête sur l'avenir énergétique de la France et après je souhaite un référendum sur la sortie du nucléaire", estime-t-il.

B.L.

Le Journal de Saône et Loire 15/03/2011

Valduc : « Ce risque n'existe pas »

<http://www.lejsl.com/fr/permalien/article/4764293/Valduc-Ce-risque-n-existe-pas.html>

« Nous n'avons pas de centrale nucléaire sur Valduc. » Contacté hier matin par téléphone, un représentant du CEA Valduc s'est voulu rassurant concernant des risques potentiels sur le site situé à Salives, qui existe depuis 1957. « Sur Valduc, nous n'avons pas d'activité similaire à celle des centrales nucléaires japonaises, a-t-il précisé. Nous n'avons pas de réacteur nucléaire pour fournir de l'électricité. Donc ce risque n'existe pas sur Valduc. »



« Nous ne pouvons pas avoir le même type d'incident »

Il nous a indiqué que « le risque sismique n'est pas du tout du même ordre de grandeur à Valduc qu'au Japon. Notre séisme de référence, celui de Bâle (NDLR : en Suisse, qui date de 1356), mis en avant par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), est d'une intensité beaucoup plus faible. » Le représentant du CEA a ajouté : « Toutes les installations construites depuis une quinzaine d'années sont aux normes sismiques. Quant aux installations plus anciennes, elles ont été remises à niveau. En outre, les aménagements internes ont été faits de façon à faire face à ce type de séisme. Aussi, nous avons des procédures qui font en sorte que les quantités de matière mises en jeu sont beaucoup plus faibles. Nous ne pouvons donc pas avoir le même type d'incident qu'au Japon, même en cas de séisme. » Et de conclure, sur le suivi des événements nucléaires japonais depuis le CEA Valduc : « Nous n'avons pas davantage d'informations que ce qui est dit dans la presse. Les informations venant du Japon arrivent à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Nous en tirerons les enseignements. Mais dans l'immédiat, nous suivons les informations et cela ne va pas au-delà. »

VINCENT LINDENEHER

Bien Public 16/03/2011

**Cantonaes. La catastrophe japonaise pourrait-elle avoir des répercussions politiques locales ?
Retombée verte dimanche ?**

<http://www.bienpublic.com/fr/accueil/article/4769738,1275/Retombee-verte-dimanche.html>

On parlait du vote protestataire FN la semaine dernière, et si le vote écologiste bénéficiait des craintes sur le nucléaire dimanche lors du premier tour des cantonales ?



Certains sont inquiets au parti socialiste local. La grave menace nucléaire qui pèse sur le Japon, conséquence du séisme, pourrait faire le jeu des candidats Europe écologie-Les Verts/CAP 21 lors du premier tour dimanche des cantonales au détriment de représentants des Forces de progrès (PS/PRG/DVG). Des voix qui pourraient faire défaut à gauche, mais aussi à droite. On se souvient que la diffusion du film Home, de Yann Arthus-Bertrand, deux jours avant le dernier scrutin régional, avait été accusée de favoriser Europe Ecologie.

Les dangers et la sortie du nucléaire ont toujours été l'un des thèmes phares de l'écologie politique.

Manifestation... dimanche

Curieusement, le sujet n'a été abordé que quelques minutes, lundi, lors de la session du conseil régional. Son président socialiste, François Patriat, déminant le terrain en annonçant « dans un futur proche », un débat sur la question de la filière nucléaire en Bourgogne. Après les cantonales donc... Chez Europe écologie-Les Verts, on se réjouit de cette annonce. « Cela va nous permettre de rappeler notre position par rapport à cette filière », explique son représentant régional Philippe Hervieu. « Pas question, en revanche, d'y voir une manœuvre politique en vue de dimanche pour le vice-président de la Région. Certains à droite

y voient pourtant une récupération. « Peut-il avoir un impact ou pas pour nos candidats ? On n'en sait rien », répond Philippe Hervieu. « Ce n'est pas notre principal souci. Nos pensées vont aux Japonais. » Soit. En attendant, un collectif « Associations environnementales, partis politiques et syndicats », prépare une manifestation... dimanche à Dijon, jour du premier tour.

Cantons urbains

Si EELV n'a pas de représentant sur le canton de Grancey-le-Château, territoire qui héberge le CEA Valduc, peut-il y avoir une poussée en faveur de ses candidats à Is-sur-Tille (François Ducol), voire Selongey (Patrick Varnet) ou Gevrey-Chambertin (Eugène Krempp) ? Ces deux derniers cantons furent au cœur de la polémique, il y a moins d'une dizaine d'années, avec les projets d'implantation d'installations nucléaires de base (Gammaster). Quant à Is-sur-Tille, EELV a recueilli 9,55 % des voix lors du 1^{er} tour des régionales et 12,99 % lors des Européennes 2009 auxquels peuvent s'ajouter les 3,98 % d'Antoine Waechter, candidat Alliance écologiste indépendante. Mais, on regardera surtout les scores dans les cantons urbains, et notamment Fontaine-lès-Dijon et Dijon 6, où se présentent deux candidats de 27 ans, Emilie Mallet et Christophe Zander. Dijon 6 où EELV a totalisé 12,98 % des voix lors des dernières régionales. Peut-il y avoir des membres d'EELV au 2^e tour ? Le mouvement pourrait également perdre quelques plumes avec la présence de cinq candidatures de l'Alliance écologiste (Dijon, 5 et 6, Fontaine-lès-Dijon, Pontailler-sur-Saône et Mirebeau-sur-Bèze). On sera fixé dimanche...

Cyrill BIGNAULT

Le Journal de Saône et Loire 16/03/2011

« la Bourgogne peut être touchée »

<http://www.lejls.com/fr/accueil/article/4769828/la-Bourgogne-peut-etre-touchee.html>

Si un nuage radioactif se formait au-dessus du Japon, notamment au-dessus de la centrale nucléaire de Fukushima, « personne ne peut dire qu'il n'atteindrait pas la Bourgogne », explique Stéphane Nedeljkovitch, météorologue à Météo News. « La Bourgogne serait en fait aussi exposée que n'importe quelle autre région de la planète. Le danger guette si un tel nuage se déplace en haute altitude. Il peut faire le tour du globe. »

« Nous disposons de simulations de dispersion de l'atmosphère à partir du sol proche des centrales nippones (et donc aussi de leur éventuel contenu radioactif), à partir d'échantillons pris à 100 mètres d'altitude, puis 1 500 mètres, voire 3 000 mètres, les altitudes moyennes de rejets dans l'atmosphère ; Et l'on voit que ces échantillons naviguent au gré des vents et varient aussi dans leur altitude moyenne durant leur parcours ; Le pire scénario actuel fait état de polluants possibles sur la côte ouest des Etats-Unis vers le 22 mars... Encore faut-il une fuite au départ de la centrale, ce qui n'est pas le cas à l'heure où je vous parle (NDLR : hier matin) et vers le pôle nord arctique. Il n'y a donc pour l'heure aucune menace sur l'Europe, mais les courants changent rapidement. »

« Je le répète, et il faut bien insister : nous ne sommes que dans les probabilités. Même s'il est impossible de l'exclure, il n'est pas obligatoire, loin de là, que des particules radioactives en provenance du Japon arrivent jusqu'à nous. »

Propos recueillis par Gilles DUPONT

Extraits Dijonscope 16/03/2011

Conseil régional de Bourgogne I Session du 14 mars 2011

Bourgogne : Débat sur le nucléaire au conseil régional

<http://www.dijonscope.com/011899-bourgogne-debat-sur-le-nucleaire-au-conseil-regional>

À l'heure où l'on ne parle plus d'accident mais de catastrophe nucléaire au Japon, le débat sur l'énergie nucléaire agite les rangs de l'assemblée régionale. Lundi 14 mars 2011, à l'occasion d'une session plénière qui a vu voter l'exécution du budget 2011 et le projet de décision modificative n°1 au budget de l'exercice 2011, certains conseillers régionaux ont en effet remis en cause la filière nucléaire en Bourgogne...

Nucléaire, la fin d'une ère ?

L'actualité n'a eu de cesse d'être commentée durant cette session plénière du conseil régional. Un peu de [Salon de l'agriculture 2011](#) par ci - par le groupe Bourgogne dynamique (UMP/Nouveau centre) -, un peu de sondages "bleu marine" par là - par le groupe Front national - (Lire [ici](#) l'article des Échos.fr sur le sujet), et encore un peu de "Printemps arabe" par ici - par [Safia Otokoré](#), vice-présidente de l'assemblée (Lire [ici](#) l'article de Libération.fr sur le sujet)... Les conseillers régionaux ont pris le temps - un peu trop diront certains - de donner leur point de vue sur l'actualité nationale et internationale. Néanmoins, le débat concernant le nucléaire est celui qui s'est fait le plus entendre...



- Discours d'ouverture de session de **Philippe Hervieu, président du groupe Europe écologie-Les Verts au conseil régional de Bourgogne**

"Suite au séisme et au tsunami, le Japon est maintenant sous la menace d'une catastrophe nucléaire de toute première ampleur (Lire [ici](#) l'article de 20minutes.fr sur le sujet). (...) Je voudrais revenir aussi sur la question du nucléaire, choix énergétique fait en France en dehors de tout débat démocratique. Je ne sais pas si l'on se souvient bien de la manière dont le choix du tout nucléaire a été décidé. La décision d'engager la France dans le nucléaire pour des décennies a été prise en avril - mai 1974 par [Pierre Mesmer](#), pendant la vacance de pouvoir du Président de la République, [Georges Pompidou](#) venant de décéder. La décision de lancer la France dans l'aventure nucléaire s'est passé en toute clandestinité, sans vote ni débat à l'assemblée, sans que cette question ait été portée devant le public ni inscrite dans un quelconque programme électoral.

Les événements dramatiques du Japon nous donnent l'occasion de redire que le nucléaire repose sur cinq mensonges. Le premier est que le nucléaire est sûr. On le voit parfaitement aujourd'hui : c'est Faux. En dix mois, le monde est passé à côté de deux accidents nucléaires suite au tremblement de terre en Chine d'avril 2010 et aux feux de forêt de cet été en Russie. Évitera-t-il celui du Japon ? Je le souhaite de tout mon cœur. Mais il faut en finir avec le mythe de la sûreté de cette industrie particulièrement dangereuse. Je vous rappelle que nous en sommes arrivés à un tel point de banalisation de cette technologie que Nicolas Sarkozy a proposé de vendre une centrale à Mr [Kadhafi](#), il y a encore quelques mois !

Vingt-cinq ans après la [catastrophe de Tchernobyl](#), dont on nous a expliqué qu'elle était liée aux insuffisantes normes de sûreté des centrales soviétiques, ou à leur vétusté, on se rend compte que, dans un pays réputé sûr comme le Japon, la catastrophe arrive quand même. Le deuxième est que le nucléaire garantit l'indépendance énergétique de la France. C'est évidemment faux aussi. Les otages français prisonniers au Niger, principal pays d'approvisionnement d'Areva en [uranium](#) sont là pour nous prouver le contraire. (...) Le troisième est que le nucléaire crée des emplois. Bien sûr le nucléaire crée des emplois mais le problème est qu'il en crée moins que les énergies renouvelables. L'Allemagne et les pays du Nord démontrent que les énergies renouvelables créent dix fois plus d'emplois que le nucléaire. D'ailleurs, les succès fulgurants du photovoltaïque et de l'éolien ont obligé notre gouvernement à supprimer ses aides pour l'un et freiner son développement pour l'autre, car cela venait en contradiction avec sa politique du "tout nucléaire", tout en participant de manière significative au déséquilibre de notre balance commerciale avec ces pays.

En Bourgogne, j'entends dire partout que le pôle nucléaire bourguignon pérennise l'emploi dans la métallurgie. Cela risque bien d'être tout aussi faux, malheureusement. Il y a en effet fort à parier que l'accident japonais va détourner du nucléaire nombre de projets mondiaux d'implantation de centrales électriques, et accélérer encore plus les recherches et développement d'autres sources énergétiques. Il est donc important M. le Président, d'inciter la métallurgie bourguignonne à diversifier ses débouchés pour ne pas dépendre que d'un seul marché. Le quatrième est que le nucléaire n'est pas cher. Encore un gros mensonge puisque les dépenses à venir sont cachées ou minimisées et donc pas intégrées dans le prix. Les experts sérieux estiment par exemple le coût du démantèlement des centrales à 100 milliards d'euros,

tandis qu'il n'est valorisé qu'à hauteur de 15 milliards dans les comptes d'EDF. Sans parler du coût de la gestion des déchets radioactifs.

Enfin le cinquième pilier sur lequel repose l'industrie nucléaire est l'omerta ou/et la désinformation. (...) Mais juste dire qu'en France aussi des centrales sont construites sur des failles sismiques : [Fessenheim](#), [Cadarache](#) ou [Cruas](#) et rappeler qu'EDF a truqué les chiffres de relevé sismologique pour construire certaines centrales, afin de ne pas avoir à assumer le surcoût imposé par l'autorité de sûreté du nucléaire. Voilà, M. le Président, il est des moments où il est inconfortable d'avoir raison, c'en est un. Pour Europe Ecologie Les Verts, le bon sens, c'est de décider maintenant de sortir du nucléaire, en prenant le temps qu'il faut pour organiser la substitution énergétique - 10, 15, 20 ans -, ou au moins organiser un véritable débat voire un référendum, qui a toujours manqué sur ce sujet aussi important qu'est la question du nucléaire."

- Réponse de **François Patriat, président du conseil régional de Bourgogne**

"Je vous propose de ne pas traiter ce débat, dont l'importance n'échappe à personne, au gré d'une intervention d'un débat général d'une session. Mais je suis prêt à organiser avec vous, avant le mois de juin 2011, une matinée sur le problème du nucléaire, de la Bourgogne, de la sécurité, de l'économie et du développement durable."

- Intervention de **Philippe Baumel, conseiller régional PS**

"Un mot sur l'économie en Bourgogne et notamment sur la filière nucléaire : il faut nous ramener à la réalité économique de nos régions. Un certain nombre de propos ont été très génériques et pourraient se tenir dans bien d'autres assemblées que celle du conseil régional. (...) Nous manquons cruellement d'une structuration, notamment sur les énergies renouvelables et nous manquons d'une filière véritablement construite en matière de photovoltaïque. Nous avons fait le pari, au conseil régional, de soutenir les filières éoliennes avec tous les grands industriels. Malheureusement, nous restons l'une des régions de France où il y a le moins d'éoliennes installées ; c'est un point que nous devons faire évoluer dans les mois et les années à venir.

Bien que le contexte soit particulièrement délicat, je crois qu'en matière d'énergie nucléaire, ce sont des questions graves et qui traversent l'économie de notre pays depuis des décennies. Je voudrais très concrètement qu'il nous soit communiqué de la part de l'État, l'état précis des réacteurs qui sont dans des sites particulièrement exposés. Je crois qu'en matière d'énergie, il faut que l'on suive la transition énergétique, transition qui passera par des choix nationaux mais aussi européens. (...) J'espère qu'un grand débat national ait lieu sur cette question."

- Demande d'individualisation de dossier par **Wilfried Séjeau, conseiller régional EELV**

"Le groupe EELV souhaite l'individualisation (ndrl : le groupe veut voter l'exécution du budget sauf certains dossiers, dont celui-ci) concernant l'association Pôle nucléaire de Bourgogne ([PNB](#)) : dossier que notre groupe a l'habitude d'individualiser depuis plusieurs années mais qui, bien sûr, prend une tonalité différente dans l'actualité. Pour mémoire, il s'agit de verser à l'association PNB une subvention de 91.000 euros...

On a souvent mis en avant son travail sur la sécurité et sur la maintenance mais il ne faut pas perdre de vue que le but de cette association est avant tout de développer le nucléaire à travers le monde et d'exporter le savoir-faire français. (...) Vous avez peut-être entendu aux informations que l'Allemagne et la Suisse ont annoncé leurs décisions de ne pas prolonger la durée de vie des centrales. Il s'agit d'une mesure de sagesse."

- Demande d'individualisation de dossier par le **groupe Front national**

- François Patriat, président du conseil régional : "Vous souhaitez individualiser le dossier concernant la Journée d'information sur l'éolien : vous êtes contre l'éolien ?

- Édouard Ferrand, conseiller régional FN : Bien sûr.

- François Patriat : Vous savez ici, entre ceux qui sont contre le nucléaire, contre le photovoltaïque, contre l'éolien et contre les gaz de schiste, demain, nous avancerons avec une bougie !
- Edouard Ferrand : Méfiez-vous, le vent ça rend fou !
- François Patriat : Oui mais je pense que vous n'avez pas le vent en poupe et que c'est pour ça que vous êtes contre !"

Hanaë GRIMAL